

Canada – United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada – États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation à la Conférence nationale
annuelle
du Council of State Governments (CSG)**

Groupe interparlementaire Canada–États-Unis

**Las Vegas, Nevada, États Unis d'Amérique
Du 14 au 16 décembre 2017**

Rapport

MEMBRES ET PERSONNEL DE LA DÉLÉGATION

Du 14 au 16 décembre 2017, deux vice-présidents de la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis – soit le sénateur David M. Wells et la sénatrice Diane Griffin – ont assisté à la conférence nationale annuelle du Council of State Governments (CSG) en compagnie de trois de leurs collègues : l'honorable John McKay, C.P., député; M. Gord Johns, député; M. Len Webber, député. La conférence a lieu à Las Vegas, au Nevada. M^{me} Miriam Burke, secrétaire d'association, et M^{me} June Dewetering, conseillère principale de la Section canadienne, ont accompagné la délégation.

LA CONFÉRENCE

Le CSG s'adresse aux trois organes des gouvernements d'État et tient des tribunes régionales – soit celles de l'Ouest, du Midwest, du Sud et de l'Est – où l'on échange des idées et des points de vue qui donnent naissance aux politiques publiques.

Chaque année, le CSG convoque une conférence nationale à laquelle participent des gouverneurs et des législateurs d'État des quatre coins des États-Unis. De plus, des réunions annuelles sont organisées par les diverses régions du CSG.

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION À LA CONFÉRENCE

La conférence nationale du CSG permet aux membres de la Section canadienne de s'entretenir avec des législateurs d'État d'un peu partout aux États-Unis. Les discussions permettent à la Section canadienne de faire progresser les quatre grands objectifs du Groupe interparlementaire : trouver des points de convergence dans les politiques des deux pays; instaurer un dialogue sur les points de divergence; favoriser l'échange d'information; permettre aux législateurs d'acquérir une meilleure compréhension des questions d'intérêt commun. La conférence permet aussi aux membres de la Section canadienne de recueillir de l'information et de se prononcer sur des dossiers qui représentent un intérêt pour les États et qui touchent le Canada.

ACTIVITÉS DANS LE CADRE LA CONFÉRENCE

Voici les thèmes des séances ayant eu lieu à la conférence nationale du CSG de 2017 :

- Législation partagée entre les États, partie I
- Embauche et maintien en poste de travailleurs handicapés
- Faire des vagues avec les politiques d'État sur l'eau
- Cultiver le consensus pour une politique sur la marijuana

- Étapes pour la réussite de l'*Every Student Succeeds Act* (loi sur la réussite scolaire de tous les élèves) (comité des politiques publiques sur l'éducation et la main-d'œuvre)
- Modernisation du réseau électrique : qui, quoi, quand (comité des politiques publiques sur l'énergie et l'environnement)
- Élaboration d'une stratégie en matière de cybersécurité
- Ententes entre les États 101
- Le piège des incitatifs à l'entreprise (comité des politiques publiques sur les questions fiscales et le développement économique)
- Tout le commerce est local (comité international)
- Les certifications professionnelles – du plombier au physicien
- Pratiques exemplaires pour l'administration des ententes entre les États
- Séance d'ouverture : gouverneure de l'Oregon, Kate Brown, et gouverneur du Nevada, Brian Sandoval
- Ententes entre les États et législatures d'États
- Réduire la récidive et améliorer les autres résultats pour les jeunes dans le système de justice pour mineurs
- L'avenir incertain des soins de santé (comité des politiques publiques en matière de santé)
- Le rôle du Nevada à l'égard de la politique sur les transports d'avenir (comité des politiques publiques sur le transport et l'infrastructure)
- Législation partagée entre les États, partie II
- Fédéralisme et ententes entre les États
- Améliorer les liens entre les États et le gouvernement fédéral (comité des affaires intergouvernementales)
- Succès en l'augmentation du taux de vote des citoyens à l'étranger
- Table ronde sur des questions juridiques
- Discours principal : Michael Beschloss
- Ententes sur les certifications professionnelles

Voici les séances qui ont eu lieu dans le domaine de l'innovation :

- Le temps est venu pour éliminer le manque de services à large bande en région rurale
- Fixer un objectif et persister : offrir la première génothérapie contre le cancer approuvée par la FDA
- Tabac, Ebola et partenariats public-privé : susciter l'innovation pour le bien public et la croissance économique
- Pour la transparence, l'ouverture et la confiance : approche moderne du redécoupage de districts
- Utilisation de la technologie pour concevoir et étayer une stratégie sur les opioïdes

Finalement, un projet de services a été entrepris, soit une campagne contre la faim.

À la conférence, le CSG a adopté les résolutions stratégiques suivantes (résolutions originales en anglais seulement) :

[Résolution pour le maintien des déductions fiscales locales et d'État](#)

[Résolution en faveur du contrôle par l'État des certifications professionnelles](#)

[Résolution sur le programme d'assurance-maladie pour les enfants](#)

[Résolution sur le commerce ouvert et réciproque en Amérique du Nord](#)

[Résolution sur la promotion de l'équité en éducation](#)

[Résolution sur la promotion du soutien fédéral à l'égard des programmes d'acquisition des compétences et de formation](#)

[Résolution sur la prorogation du projet de loi agricole](#)

[Résolution sur la vente d'assurances entre les États](#)

[Résolution sur le renforcement du rôle des États à l'égard du commerce international](#)

[Résolution sur l'utilisation de caoutchouc recyclé comme remplissage](#)

Parmi ces résolutions, celles qui ont trait aux échanges commerciaux nord-américains, au renforcement du rôle des États américains dans le commerce international et à la prorogation du projet de loi agricole (U.S. Farm Bill) pourraient avoir des répercussions directes ou indirectes sur le Canada.

Le présent rapport résume les discussions des différentes séances.

**FAIRE DES VAGUES AVEC LES POLITIQUES D'ÉTAT SUR L'EAU –
POSSIBILITÉS ET DÉFIS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE HYDRAULIQUE**

Radhika Fox, *US Water Alliance*

- L'eau est l'un des grands enjeux d'actualité de notre époque et représente un risque économique et géopolitique croissant.
- Aux États-Unis, les défis relatifs à l'eau sont de plus en plus nombreux et profonds.
- Dans certains États, les périodes de sécheresse sont la « nouvelle norme »; dans d'autres États, au contraire, c'est la surabondance d'eau.
- La qualité de l'eau est un problème grandissant, y compris en lien avec les Grands Lacs.
- Aux États-Unis, une conduite d'eau se brise toutes les deux minutes; les collectivités doivent trouver des solutions pour garantir l'eau pour l'avenir.
- L'infrastructure hydraulique des États-Unis vieillit, et il faut y investir; les systèmes construits il y a de 80 à 100 ans n'ont pas été conçus pour supporter les variations climatiques d'aujourd'hui.
- Voici certaines des idées proposées pour la gestion durable de l'eau aux États-Unis :
 - Promouvoir la collaboration régionale en matière de gestion de l'eau.
 - Accélérer la conclusion de partenariats entre le secteur agricole et les services publics dans le but d'améliorer la qualité de l'eau.
 - Maintenir un financement adéquat des mesures visant à soutenir la gestion responsable des infrastructures hydrauliques.
 - Répondre aux besoins relatifs à l'infrastructure hydraulique en regroupant l'expertise et les investissements des secteurs public et privé.
 - Redéfinir ce que constitue le caractère abordable de l'eau pour le 21^e siècle.
 - Réduire les risques liés au plomb et prendre d'autres mesures pour protéger la santé publique.
 - Accélérer l'adoption de technologies pour accroître l'efficacité des services liés à l'eau.

Nathan Allen, *WaterStart*

- Si on se trouve en contexte où, année après année, la sécheresse s'installe, il faut reconnaître la sécheresse comme étant la « nouvelle norme ».
- La demande alimente l'innovation.
- Il faut travailler à éliminer les risques provoqués par les projets pilotes de nouvelles technologies sur l'eau, notamment grâce à des partenariats.

- L'infrastructure hydraulique actuelle doit être « exploitée » de façon efficace et efficiente.
- Le secteur agricole consomme environ 40 % de l'eau des États-Unis.
- Les défis et les problèmes liés à l'eau doivent être définis de façon précise, mais non normative, et il faut faire preuve de créativité pour trouver des solutions.

FAIRE DES VAGUES AVEC LES POLITIQUES D'ÉTAT SUR L'EAU – COMMUNIQUER LA VALEUR DE L'EAU : QUESTIONS RELATIVES À LA FIXATION D'UN TAUX ET À L'ABORDABILITÉ

Glenn Barnes, *University of North Carolina at Chapel Hill*

- La disponibilité de l'eau potable salubre est importante pour différentes raisons, notamment la santé publique, la viabilité des collectivités, la qualité de vie, le développement économique et la lutte contre les incendies.
- L'eau est un service essentiel fourni aux citoyens par les gouvernements.
- Différents modèles sont utilisés pour déterminer les taux relatifs aux aqueducs et aux égouts.
- Souvent, le coût de l'eau ne dépend pas de la quantité d'eau traitée et distribuée; pourtant, l'eau est souvent vendue à un prix comportant des frais de base et des frais par volume.
- Historiquement, le prix de l'eau aux États-Unis ne reflète pas sa valeur réelle.
- La majeure partie de l'infrastructure hydraulique aux États-Unis atteindra bientôt la fin de sa vie utile.
- L'eau potable nécessite davantage d'investissement que l'énergie, le téléphone, le câble et les services à large bande.
- Le coût de l'eau potable augmente plus rapidement que l'inflation et les services publics.
- Certains groupes sont davantage touchés par le prix de l'eau, dont les ménages à faibles revenus, les groupes desservis par de petits systèmes hydrauliques ainsi que les collectivités qui perdent des habitants et des secteurs.
- Pour lutter contre les problèmes d'abordabilité de l'eau, les États peuvent prendre différentes mesures, comme des prêts à faibles taux d'intérêt, des subventions et la dispense intégrale du remboursement du capital pour certaines communautés désavantagées; ils peuvent aussi soutenir financièrement les programmes d'abordabilité et de réduction de coûts des systèmes hydrauliques.

- Pour tenter de régler les préoccupations liées à l'abordabilité de l'eau, on peut intégrer les systèmes hydrauliques à des partenariats et avoir recours à diverses autres méthodes pour réduire les coûts; on peut aussi adopter des stratégies sur la fixation des prix.

Gregory Pierce, *University of California at Los Angeles*

- L'eau devrait être propre, salubre, abordable et accessible.
- Il faudrait soutenir la capacité financière des fournisseurs d'eau pour qu'ils puissent investir dans l'infrastructure, financer leurs coûts de fonctionnement, etc.
- En raison des répercussions possibles sur la santé et le mode de vie, les ménages devraient bénéficier de l'aide nécessaire pour pouvoir s'offrir l'eau dont ils ont besoin; les options à cet égard comprennent l'établissement d'un taux fixe ou un pourcentage de rabais sur les frais exigés.

FAIRE DES VAGUES AVEC LES POLITIQUES D'ÉTAT SUR L'EAU – EAU = EMPLOIS : LES POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES DE L'INVESTISSEMENT DANS L'INFRASTRUCTURE HYDRAULIQUE

Alexander Quinn, *Hatch*

- « Comblent l'écart de l'infrastructure hydraulique » permettrait le développement économique et mènerait à la création d'emplois, à des gains de productivité et à la réduction des coûts entraînés par l'interruption de l'approvisionnement en eau.
- Si la nécessité d'améliorer l'infrastructure hydraulique se fait sentir partout aux États-Unis, les besoins sont particulièrement criants dans le sud-est du pays; historiquement, on y note des lacunes tant au chapitre des investissements qu'au chapitre de l'entretien.
- Les secteurs qui dépendent de l'eau comprennent l'agriculture, le secteur manufacturier, l'éducation et les services.
- L'infrastructure hydraulique produit des emplois de haute qualité et contribue à la prospérité économique et à la compétitivité.

Josh Young, *American Chemistry Council*

- On ne peut obtenir d'eau potable salubre sans chlore.
- Le problème de l'infrastructure hydraulique aux États-Unis est important.
- Au cours des 5 à 10 prochaines années, l'eau pourrait devenir inabordable pour 30 % de la population américaine.

- Le vieillissement de l'infrastructure hydraulique est un problème, mais la désuétude des politiques – notamment celle portant sur les matériaux utilisés pour les conduites – constitue également un défi.

FAIRE DES VAGUES AVEC LES POLITIQUES D'ÉTAT SUR L'EAU – AU-DELÀ DE FLINT : CE QU'IL ADVIENDRA DES PROBLÈMES LIÉS À LA QUALITÉ DE L'EAU AUX ÉTATS-UNIS

Christina Devine, *Virginia Tech*

- Près de 50 % des conduites d'eau à Flint, au Michigan, sont faites de plomb; on trouve aussi du plomb dans les soudures, entre autres sources.
- Le haut taux de plomb présent dans l'eau se retrouve ensuite dans le sang, un phénomène particulièrement dangereux pour les nourrissons, les jeunes enfants et les femmes enceintes; chez les enfants, le haut taux de plomb peut provoquer la baisse irréversible du QI et de la croissance, ainsi que des problèmes de comportement.
- La situation de l'eau à Flint n'est pas une anomalie; d'autres villes américaines vivent des problèmes similaires.

Clark Halvorson, *État de Washington*

- Le plomb affecte chaque système du corps; les enfants sont considérablement plus sensibles à ses effets.
- La peinture à base de plomb, notamment celle qu'on utilise pour les jouets, est la plus importante source à haut risque de plomb; le plomb pénètre les maisons également par la poussière et le sol.
- Les parents et les fournisseurs de soins de santé devraient être sensibilisés aux risques liés au plomb; il faudrait faire passer des tests sanguins aux enfants à haut risque pour détecter la présence de plomb.
- Il ne faudrait pas « utiliser » les enfants chez qui on a détecté un haut taux de plomb dans le sang pour « détecter » les sources de plomb.
- Il faudrait inspecter les maisons pour détecter la présence de plomb et d'autres dangers environnementaux.

Peter Grevatt, *U.S. Environmental Protection Agency*

- La U.S. Environmental Protection Agency travaillera avec les États américains à une loi sur la propreté de l'eau et de l'air.
- Si les Américains ont encore aujourd'hui accès aux sources d'eau parmi les plus salubres au monde, la situation qui s'est produite à Flint, au Michigan, les pousse

à y réfléchir à deux fois à propos de l'eau qui sort du robinet; c'est une problématique.

- Dans les écoles américaines, il y a du plomb dans l'eau potable des robinets et des fontaines d'eau.

FAIRE DES VAGUES AVEC LES POLITIQUES D'ÉTAT SUR L'EAU – RENFORCER LA RÉSILIENCE PAR SUITE D'INONDATION PAR LA GESTION INTÉGRÉE DE L'EAU

Tyler Antrup, *Ville de Nouvelle-Orléans*

- Dans certaines villes, comme à la Nouvelle-Orléans, les grandes pluies obligent le pompage de l'eau pour éviter des « inondations » majeures.
- Une partie de la pluie peut être absorbée par le sol, mais peut aussi être stockée pendant une brève période pour que les pompes puissent maintenir le niveau voulu.
- Les éléments naturels, comme les plantes, peuvent servir à stocker et à drainer l'eau.
- On s'attend à ce que de fortes tempêtes continuent de se produire.

Carol Haddock, *Ville de Houston*

- Au mois d'août 2017, Houston a connu une tempête de pluie (pas un ouragan), et les effets sur la ville vont bien au-delà des effets de l'inondation; beaucoup d'infrastructures doivent être construites, remplacées, réparées.
- Les catastrophes représentent l'occasion de reconstruire pour améliorer les constructions et rehausser la norme normale.
- Dans la foulée immédiate d'une catastrophe naturelle, il vaudrait mieux viser la remise en état de fonctionnement plutôt que la reprise des activités normales, car il peut se révéler impossible de revenir aux activités normales.
- Les changements apportés aux codes du bâtiment n'ont aucun impact sur les constructions actuelles; ce sont les futures constructions qui en bénéficieront, non pas les problèmes courants.

ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE SUR LA CYBERSÉCURITÉ

Alex Pettit, *État de l'Oregon* et Doug Robinson, *National Association of State Chief Information Officers*

- Selon la National Association of State Chief Information Officers, un sondage récent a révélé que – pour la cinquième année consécutive – les agents

d'information en chef des États croient que la cybersécurité sera la grande priorité technologique et stratégique en 2018; la question de la cybersécurité figure parmi leurs priorités depuis au moins 2006.

- La cybersécurité touche plus de domaines que simplement les technologies de l'information.
- La cybersécurité représente un risque important pour les entreprises.
- La cybersécurité est un problème dont les intervenants et les communautés doivent s'occuper ensemble.
- De nouvelles menaces et des « acteurs malveillants » émergent toujours, et les défis et problèmes en matière de cybersécurité changent.
- Parce qu'ils possèdent des données, les États américains sont des cibles de choix pour les cyberattaques.

L'ASPECT LOCAL DU COMMERCE

Kristopher Sanchez, *État du Nevada*

- La diversification économique est importante.
- Aux États-Unis, chaque État et chaque grappe devraient cerner la valeur qu'il est possible d'ajouter aux entreprises qui décident de s'installer chez eux.
- L'accès au marché et les capitaux sont des éléments clés pour les entreprises.
- L'engagement de la communauté et des responsables du développement régional est important, en particulier pour que les entreprises, une fois établies, aient le goût de rester.

Robert Hamilton, *État de Washington*

- Par suite des négociations du cycle de l'Uruguay de l'Organisation mondiale du commerce, des efforts ont été déployés pour renforcer le rôle des gouvernements infranationaux à l'égard de l'élaboration d'une politique commerciale internationale.
- Le représentant commercial des États-Unis publie des rapports annuels sur des questions comme l'irrespect de la propriété intellectuelle par les pays et les obstacles au commerce agricole créés par des pays.

Brandon Lee, *gouvernement du Canada*

- Lorsque les États-Unis vont bien, le Canada va bien : les deux pays vivent le succès ou l'échec en parallèle.

- Il est dans l'intérêt des États-Unis de maintenir de solides liens avec le Canada.
- En ce qui concerne l'économie nord-américaine, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont tous un rôle à jouer.
- À titre de pays commercial, le Canada soutient le libre-échange et ne voit pas le commerce comme un jeu à somme nulle.
- Pendant les négociations sur le commerce, il faut éviter d'adopter la mentalité du gagnant qui rafle tout.
- Les provinces et les territoires du Canada travaillent activement à l'élaboration de la politique commerciale.
- L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) est un accord qui touche l'emploi; environ 14 millions d'emplois aux États-Unis dépendent des échanges commerciaux du pays avec ses partenaires de l'ALENA : plus précisément, 9 millions et 5 millions d'emplois dépendent des échanges avec le Canada et le Mexique, respectivement.
- Durant les négociations sur l'ALENA, le Canada ne peut accepter les propositions qui, de façon intentionnelle ou non, lui causeraient du tort; tout ce qui nuit au Canada nuit également aux États-Unis.
- Les pays de l'ALENA se vendent et s'achètent des produits mutuellement; ils fabriquent aussi des produits ensemble destinés à la vente à d'autres pays.
- Les dispositions privilégiant l'achat de biens américains dans les lois américaines se veulent positives, mais elles ont des effets négatifs sur le Canada; il serait mieux de privilégier l'achat de biens nord-américains.
- Le retrait des États-Unis de l'ALENA causerait des torts aux entreprises des États-Unis, du Canada et du Mexique, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'automobile.

Eduardo Gonzalez, *ProMexico*

- Lorsqu'il y a croissance économique au Mexique, les États-Unis profitent d'un marché de consommation élargi.
- L'ALENA a été la pierre d'assise d'autres accords de libre-échange du Mexique.
- Le Mexique exporte des produits aux États-Unis et importe des produits en provenance des États-Unis, en partie par l'entremise de chaînes d'approvisionnement intégrées.

SÉANCE D'OUVERTURE : GOUVERNEURE DE L'OREGON, KATE BROWN, ET GOUVERNEUR DU NEVADA, BRIAN SANDOVAL

Gouverneure Kate Brown, *État de l'Oregon*

- Aux problèmes régionaux, il faudrait appliquer des solutions régionales selon une approche multigouvernementale.
- Les citoyens doivent être éduqués, engagés et avoir tous les outils nécessaires pour que tous puissent se faire entendre.

Gouverneur Brian Sandoval, *État du Nevada*

- Les régimes de réglementation devraient être marqués par la certitude, l'équité et la prévisibilité.
- Les entreprises doivent pouvoir accéder à de la main-d'œuvre formée, et les États doivent combler les lacunes en matière de compétences, lacunes qui peuvent miner la croissance économique et les efforts de diversification.
- Les jeunes doivent tous pouvoir développer leur plein potentiel; nos jeunes méritent qu'on leur accorde nos meilleurs efforts.
- Chaque élève mérite une éducation de haute qualité; le « plafond » du potentiel d'un État dépend de sa capacité à scolariser ses jeunes.
- Tout le monde devrait pouvoir avoir accès à des soins de santé de haute qualité.
- L'abus d'opioïdes est un problème grave et croissant aux États-Unis et, entre autres actions, il faut surveiller les prescriptions des médecins et faciliter l'accès à la naloxone.

RÉDUIRE LA RÉCIDIVE ET AMÉLIORER LES AUTRES RÉSULTATS POUR LES JEUNES À L'INTÉRIEUR DU SYSTÈME DE JUSTICE POUR MINEURS

Nina Salomon, *Council of State Governments Justice Center*

- Les décisions sur les changements aux systèmes de justice pénale devraient être fondées sur des preuves.
- Des recherches se font sur les façons de réduire le taux de récidive et d'améliorer les résultats pour les jeunes à l'intérieur des systèmes de justice pénale.
- Les ressources devraient être attribuées en fonction des besoins et des conclusions tirées de recherches; il faudrait aussi évaluer l'efficacité des programmes pour déterminer si les dépenses donnent les résultats attendus/souhaités.

- À l'échelle du pays, on note une diminution marquée du taux d'incarcération de jeunes Américains, et de nombreux jeunes sont supervisés dans la communauté; la supervision en communauté aboutit souvent à de meilleurs résultats.
- Les jeunes devraient pouvoir accéder aux services dont ils ont besoin, et il faudrait déployer des efforts pour déterminer quelles sont les lacunes à l'égard des services.

Secrétaire John Tilley, *État du Kentucky*

- Il faut améliorer les résultats pour les jeunes à l'intérieur des systèmes de justice pour mineurs.
- Les centres de détention peuvent aggraver la situation des jeunes, car ceux-ci sont exposés à des criminels endurcis.

Susan Burke, *État de l'Utah*

- Les services devraient répondre aux besoins individuels, et les jeunes qui se trouvent dans les systèmes de justice pour mineurs devraient demeurer près de leur communauté.
- Les jeunes en région rurale et les jeunes en région urbaine devraient avoir accès aux mêmes services.
- Pour les jeunes, la détention à domicile pourrait être préférable à la détention en établissement.
- Les décisions devraient être étayées par des données.
- Il faudrait examiner la façon dont les dépenses en matière de justice se font ainsi que les résultats de ces dépenses.
- Les jeunes qui ne souhaitent pas fréquenter l'école ne devraient pas être détenus avec des jeunes ayant commis des vols à main armée.

Kelly Wooldridge, *État du Nevada*

- Il faudrait déployer des efforts pour améliorer les résultats pour les jeunes à l'intérieur des systèmes de justice pour mineurs, et il faudrait y consacrer des ressources.
- Les résultats réels devraient être mesurés par rapport aux résultats prévus, et les fonds devraient être alloués sur la base des faits.

Juge Marie Ward, *État du Nouveau-Mexique*

- Tous les intervenants touchés devraient participer à la prise de décisions sur les changements à apporter aux systèmes de justice pénale.

- Il faudrait se concentrer sur les jeunes qui risquent le plus de récidiver; les ressources nécessaires devraient être allouées pour aider ces jeunes.
- Il faudrait réduire le nombre de détentions, sans nuire à la sécurité publique.
- Le leadership à l'échelle de multiples ordres du gouvernement peut jouer un rôle essentiel à l'égard de la progression et des changements.

AMÉLIORER LES LIENS ENTRE LES ÉTATS ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Christopher Coppin, *Conference of Western Attorneys General*

- Les relations entre les États et le gouvernement fédéral devraient être guidées par le dixième amendement à la Constitution américaine.
- La législation fédérale américaine devrait explicitement indiquer si le droit de préemption des lois des États est envisagé.
- Les États américains devraient être de véritables partenaires dans les processus décisionnels.
- Aux États-Unis, les mesures fédérales sont souvent déterminées par poursuites, et les États participent rarement à ces poursuites; les États devraient avoir la possibilité de participer aux affaires qui les touchent.
- Les solutions uniques ne fonctionnent pas; il est de loin préférable de trouver des solutions locales que d'appliquer des solutions fédérales; plus les décisions sont prises par le gouvernement qui est proche de vous, meilleures elles seront.

Représentante Cindy Evans, *législature d'Hawaii*

- Les relations et la communication sont essentielles à la bonne prise de décisions.
- Les milléniaux communiquent différemment des autres groupes d'âge – contenu des communications, façons de communiquer, etc.
- Les États américains devraient être consultés par le gouvernement fédéral, en particulier lorsqu'un mandat fédéral non financé excède un certain seuil.

Jason Sloan, *Association of Air Pollution Control Agencies*

- Les États américains et les administrations locales, ainsi que tous les autres intervenants concernés, devraient participer aux consultations et aux décisions du gouvernement fédéral.
- Les entités qui ont une expertise et une expérience sur le terrain devraient participer aux discussions.

DISCOURS PRINCIPAL : MICHAEL BESCHLOSS

Michael Beschloss, *historien, journaliste et auteur*

- Souvent, les historiens attendent 40 ans avant d'écrire sur un président américain, parce que c'est au bout de cette période que les lettres et autres documents utiles sont rendus publics.
- Le fait d'analyser un président américain avec le recul permet de tirer des conclusions et d'arriver à des réflexions différentes de celles produites par l'analyse du président en temps réel.
- Voici certaines qualités que les présidents américains ont en commun :
 - Ils doivent être prêts à être impopulaires.
 - Ils doivent être capables de prendre des décisions impopulaires et de les expliquer de façon persuasive.
 - Ils doivent avoir un sens de l'histoire.
 - Ils doivent être capables de travailler avec ceux qui sont « de l'autre côté » et de comprendre une vaste gamme de points de vue.
 - Ils doivent être capables de réunir des gens de différents partis politiques, de différentes régions et de différents points de vue.

CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Leslie Adrian, *Federation of State Boards of Physical Therapy*

- Les ententes sur les certifications professionnelles facilitent la vie des professionnels qui veulent pratiquer dans un autre État.
- La réciprocité des certifications est particulièrement importante pour des groupes comme les conjoints et conjointes de militaires.
- Les ententes entre les États : un dossier bipartisan.

Sénateur Stephan Pappas, *Assemblée législative du Wyoming*

- Les ententes sur les certifications professionnelles permettent de réduire les obstacles à l'emploi.
- La transférabilité, d'un État à l'autre, des certifications professionnelles dans des domaines comme la santé, le counseling et la thérapie pourrait améliorer les services offerts en région rurale.

Sharyl Thompson, *Higher Education Regulatory Consulting*

- Dans certains domaines, les professionnels doivent avoir une certification professionnelle pour travailler.

- La réciprocité est un élément important de la certification professionnelle.

Respectueusement soumis,

Honorable Michael L. MacDonald,
Sénateur, coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-Unis

Honorable Wayne Easter, C.P.,
Député, coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada–États-Unis
ACTIVITÉ	Conférence nationale annuelle du Council of State Governments (CSG)
DESTINATION	Las Vegas, Nevada, États-Unis
DATES	Du 14 au 16 décembre 2017
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Diane Griffin L'honorable David M. Wells
CHAMBRE DES COMMUNES	L'honorable John McKay, C.P., député M. Gord Johns, député M. Len Webber, député
PERSONNEL	M ^{me} Miriam Burke, secrétaire d'association M ^{me} June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	6 465,31 \$
HÉBERGEMENT	4 140,53 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	3 065,40 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	4 175,35 \$
TOTAL	17 846,59 \$